

# **MAÎTRISE DU MOUVEMENT NATUREL, OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN LE CONTREPOIDS DE L'ÉDUCATION**

**Joseph-Pierre TIMNOU \***

Le développement économique est une urgence pour les pays africains ; les stratégies de développement adoptées n'ont pas donné les effets escomptés et elles sont à réviser. L'intérêt se porte sur les aspects démographiques dont les effets se répercutent sur les résultats économiques attendus ; la question de la maîtrise de la fécondité est presque partout posée.

La scolarisation doit jouer un rôle moteur dans les changements de mentalité et l'adoption des nouvelles normes sociales dont dépend le progrès économique.

## **1. LE MOUVEMENT NATUREL AU CAMEROUN**

### **1.1. Une évolution dans les perceptions du mouvement naturel au Cameroun**

On peut retenir trois périodes dans la perception des questions démographiques au Cameroun. Avant l'Indépendance (1960), la mortalité baisse par suite de la lutte contre les épidémies et les endémies (maladie du sommeil, lèpre, maladies sexuellement transmissibles, variole, tuberculose, etc.) ; dans le même temps, toute idée de contrôle de naissances est combattue. Dans les deux décennies qui suivent l'Indépendance, le développement économique est basé sur la main-d'œuvre et s'appuie sur une politique nataliste sans négliger les aspects sanitaires. En 1979, après une longue période d'encouragement de la fécondité, les autorités politiques acceptent pour la première fois l'idée d'un contrôle des naissances dans le cadre de la « politique de la parenté responsable » ; les résolutions de Bucarest (1974) et d'Arusha (1984), notamment, conduisent les États africains à une nouvelle vision des questions démographiques et économiques.

La croissance naturelle de la population camerounaise n'est pas infléchie par ces variations d'attitudes officielles ; en 1990, elle est de 2,9 % par an (la balance migratoire est négligeable).

---

\* Démographe, Centre de recherches économique et démographique, Yaoundé.

## 1.2. Mortalité : des objectifs clairs

Le taux brut de mortalité passe de 20 ‰ en 1976 à 13 ‰ en 1987, l'espérance de vie de 43,2 ans en 1976 à 54,7 ans en 1987 ; cette chute de la mortalité est liée à l'amélioration des conditions de santé (programme élargi de vaccination, accroissement des services médicaux, etc.) et à celles des conditions de vie ; l'écart entre les villes et les campagnes demeure remarquable (tabl. I). La réduction de la mortalité des enfants est liée à l'alphabétisation des parents, en particulier à celle de la mère (tabl. II).

TABLEAU I  
Indices de mortalité au Cameroun en 1987

Secteur	Taux brut de mortalité (pour 1 000)	Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	Espérance de vie (en années)
Urbain	12,1	74,5	57,6
Rural	18,9	102,2	51,8
Ensemble	13,5	86,0	54,7

Source : MINPAT-DSCN, 1991.

TABLEAU II  
Quotient de mortalité infantile et juvénile (pour mille)  
par degré d'alphabétisation des parents en 1978

Alphabétisation des parents	Quotient de mortalité infantile ( ${}_1q_0$ ‰)	Quotient de mortalité juvénile ( ${}_4q_1$ ‰)
Parents analphabètes	117	113
Seul le père sait lire et écrire	110	88
Seule la mère sait lire et écrire	98	98
Les parents savent lire et écrire	80	76
Ensemble des parents	113	101

Source : MINPAT-DSCN, 1978

## 1.3. Fécondité : une évolution contre toute attente

La coutume exerçait naguère un fort pouvoir régulateur des naissances (longue abstinence post-partum liée à l'allaitement prolongé ou à la séparation des conjoints dans certains groupes sociaux, etc.). La natalité, dont le pouvoir politique souhaite la réduction depuis 1979, a cependant peu évolué entre 1976 et 1987, si ce n'est une légère baisse, particulièrement en milieu urbain (tabl. III).

TABLEAU III  
Évolution de la natalité entre 1976 et 1987 au Cameroun par secteur  
(taux pour mille)

Secteur	Taux brut de natalité		Taux de fécondité
	1976	1987	1987
Urbain	47,7	41,2	171
Rural	43,9	41,8	188
Ensemble	45,0	41,2	181

Source : MINPAT-DSCN, 1976 et 1991.

TABLEAU IV  
Taux de fécondité (pour mille) selon l'âge des femmes et descendance du moment  
au Cameroun par région en 1978 et en 1987

Âges des femmes (en années)	Taux de fécondité							descendance du moment
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	
Régions	Année 1978							
Yaoundé	118	222	284	190	137	65	29	5,2
Douala	87	234	265	182	122	52	78	5,1
Zones urbaines	121	245	280	214	124	51	21	5,3
Zones rurales	186	299	250	212	149	81	44	6,1
Cameroun	171	286	256	212	145	76	41	6,0
Régions	Année 1987							
Yaoundé	110	239	245	207	151	58	18	5,2
Douala	91	219	237	180	134	65	16	4,8
Zones urbaines	112	244	246	199	140	60	23	5,2
Zones rurales	165	280	266	207	161	69	34	6,0
Cameroun	142	264	258	204	154	67	31	5,7

Sources : MINPAT-DSCN, 1978, vol. I, tabl. 5,34, et MINPAT-DSCN, 1991.

La fécondité est maximale entre vingt et vingt-quatre ans à la campagne, et entre vingt-cinq et vingt-neuf ans en ville ; à la naissance de leurs enfants, les femmes urbaines ont tendance à être plus âgées que les femmes rurales (tabl. IV). La fécondité est plus faible en milieu urbain (TIMNOU, 1991) ; elle n'évolue pas semblablement dans les deux plus grandes villes du pays, Yaoundé et Douala ; dans cette dernière, l'origine de la baisse de la fécondité en 1987 n'est pas connue, en particulier, la contraception n'y est pas plus répandue qu'à Yaoundé (TIMNOU, 1990-a).

## 2. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE CAMEROUNAIS

### 2.1. Une stratégie ambitieuse

Lors de l'Indépendance, l'économie camerounaise est dominée par les multinationales occidentales ; l'État intervient dans tous les secteurs pour s'opposer à leur emprise et la création de grandes unités industrielles symbolise le libéralisme planifié, alors doctrine de base. Au cours des deux premiers plans quinquennaux, l'État subventionne des projets de développement intégré ; le troisième plan connaît surtout la création de sociétés agro-industrielles. Dans l'ensemble et pour diverses raisons, c'est l'échec, les efforts de développement se reportent sur les petites et moyennes entreprises.

### 2.2. Industrie

Le secteur secondaire fournit moins de 10 % du produit intérieur brut en 1960 et un peu plus du tiers en 1985 (dont les hydrocarbures représentent près de la moitié) mais l'évolution de sa main-d'œuvre demeure modeste (tabl. V).

TABLEAU V  
Population active par grands secteurs d'activité au Cameroun  
(1976-1987)

Secteurs d'activités	Années	
	1976	1987
Primaire	79,4	72,0
Secondaire	6,7	7,3
Tertiaire	13,9	20,7
Ensemble	100,0	100,0
<i>Source : MINPAT-DSCN, 1976 et 1991</i>		

Le Gouvernement choisit le développement des industries légères pour substituer des produits nationaux aux importations, malgré les nombreuses critiques sur l'opportunité d'une telle stratégie ; l'exiguïté du marché ne permet d'absorber que de faibles productions locales dont les coûts sont trop élevés ; ce contexte ne permet pas l'innovation. Les petites et moyennes entreprises créées ne sont pas toujours viables. Les différents gisements découverts sont mal exploités ; c'est le cas de la bauxite de l'Adamaoua ou de l'ouest, car la voie ferrée actuelle ne supporte pas les trains minéraliers ; c'est également celui du gisement de fer proche de Kribi, faute d'aménagement du port en eau profonde.

### 2.3. L'agriculture et l'agro-industrie

L'agriculture, qui fournit 29 % du produit intérieur brut en 1960 et 20 % seulement en 1980, décline au profit du secteur tertiaire ; les productions locales n'ont pas trouvé le relais d'industries de transformations et le Cameroun demeure essentiellement un exportateur de matières premières.

Depuis 1968, les sociétés de développement créées en vue d'accroître la production et la productivité agricoles ne donnent pas les résultats escomptés ; leur rentabilité est nulle, voire négative pour la plupart ; certaines ne survivent que grâce à des subventions étrangères ; la Société de développement du coton (Sodecoton) survit avec une production annuelle de près de 95 000 tonnes de coton dont la société Cotonnière industrielle du Cameroun (Cicam) et quelques entreprises textiles transforment sur place quelque 10 000 tonnes seulement.

Les problèmes de ces entreprises viennent d'études préliminaires mal menées, de l'incompétence des responsables, d'un impact nul sur la population et d'une politique des prix non incitatifs pour les producteurs (dans le prix de vente à l'exportation la part des producteurs tombe de 75 % en 1961 à 30 % en 1988).

Dernier recours des agriculteurs, L'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB) est en ruine après une santé financière enviable qui lui a permis différents placements et acquisitions à la fin des années soixante-dix. De nombreuses et malheureuses opérations sont à l'origine de ces difficultés : investissements dans des sociétés insolvables ; avances au trésor public non remboursées par l'État ; détournements de fonds, maintes fois stigmatisés mais non réprimés ; subvention d'importation d'engrais après la fermeture de la Société camerounaise des engrais (Socame) ; cette société, créée en 1976 avec 30 milliards de francs CFA d'investissement pour venir en aide au monde rural, cesse ses activités l'année suivante, victime des impayés de sociétés d'État (*Changer le Cameroun : pourquoi pas ?*, 1990).

## 3. LES INTERFÉRENCES ÉDUCATIVES

### 3.1. Bref aperçu

L'éducation traditionnelle enseigne les moyens d'un accomplissement individuel au sein du groupe social. L'éducation moderne prépare l'adaptation à une société en évolution sur tous les plans : découvertes, courants scientifiques, etc. En matière sanitaire, la tradition se maintient même en ville (NGATCHOU, 1990) ; elle

cède progressivement la place aux innovations (cas des soins de l'ombilic et des tabous alimentaires, notamment).

Un certain niveau d'éducation, mais pas forcément un programme scolaire spécifique, est nécessaire pour comprendre les principes de la vaccination, de la réhydratation par voie orale, les précautions nécessaires pour l'allaitement au biberon, le sevrage, la circoncision, les implications néfastes de l'excision et pour assimiler les concepts de la planification familiale.

### **3.2. Croissance démographique et développement : quel rôle l'éducation joue-t-elle ?**

L'idée d'un contrôle des naissances, qui répond aux préoccupations internationales, commence à apparaître comme une solution possible aux problèmes socio-économiques du pays. Une réduction des naissances diminue les charges en matière d'éducation, de santé, de loisirs, etc. ; à moyen et à long termes, moins de demandes d'emplois, une main-d'œuvre mieux formée, une meilleure performance économique en somme !

Ce schéma demeure hypothétique. Les arguments basés sur des conséquences macro-économiques à long-terme persuadent difficilement une population qui perçoit surtout les implications individuelles et immédiates ; dans un tel contexte, la planification familiale s'applique mal.

### **3.3. Les contraintes éducatives**

Avec un niveau scolaire primaire, la fécondité augmente, car le respect des coutumes traditionnelles diminue (allaitement, abstinence). Un niveau secondaire, avec une plus large utilisation des méthodes contraceptives, entraîne un fléchissement de la fécondité (tabl. VI) ; ce niveau est également corrélé à un meilleur revenu, qui facilite l'accès aux services, souvent payants, de la planification familiale. La baisse de la fécondité demeure cependant modeste, même en milieu urbain où le taux de scolarisation est élevé ; un haut niveau scolaire (voire de modernisation) ne conduit pas nécessairement à renier toutes les valeurs traditionnelles attachées à l'enfant. Les parents qui respectent la tradition détiennent encore un pouvoir important sur leurs enfants mariés ; une scolarisation de masse donnerait dans ce cas plus d'effet.

TABLEAU VI  
Caractéristiques de la fécondité selon le niveau scolaire (Cameroun)

Caractéristiques	Niveau scolaire			
	Néant	Primaire	Secondaire	Ensemble
Descendance du moment	6,0	6,5	4,9	6,0
Descendance à 45-54 ans	4,0	5,5	3,2	4,8
Descendance des non-célibataires	3,8	2,7	2,3	3,5
Non célibataires sans enfant (%)	17	16	16	17
Femmes mariées fertiles, ne voulant plus d'enfant (%)	3	4	2	3
Âge moyen au premier mariage (années)	16,6	18,2	19,7	16,8
Femmes mariées en union polygame (%)	45	31	12	40
Femmes mariées ayant utilisé une méthode contraceptive (%)	5	20	54	10
Durée d'allaitement intégral (mois)	6,4	4,7	3,8	5,8
Durée d'allaitement mixte (mois)	20,6	16,9	12,4	19,3
Durée d'abstinence post-partum (mois)	14,2	12,3	8,0	13,4
Effectifs (%)	63	28	8	100

Source : MINPAT-DSCN, 1978

La majorité des Camerounaises demeure analphabète (tabl. VII), leur plus large scolarisation secondaire permettrait de réduire le niveau de la fécondité.

TABLEAU VII  
Niveau scolaire selon le sexe en 1987 au Cameroun (en pourcentage).

Sexe	Analphabète *	Primaire	Secondaire et plus
Féminin	60	37	3
Masculin	43	51	6

\* Enseignement maternel ou coranique.  
Source : MINPAT-DSCN, 1991.

Les Camerounais demeurent peu sensibilisés à la planification familiale ; même en milieu urbain, les programmes de communication n'atteignent pas encore une frange importante de la population ; les médias abordent rarement le sujet et, dans certaines familles, les questions sexuelles restent taboues, comme par le passé. Malgré ses déclarations, le Gouvernement agit peu ; en revanche, des organisations prennent des initiatives (centres de protection maternelle et infantile, associations féminines, Association camerounaise pour le bien-être familial, par exemple). Les services de la planification familiale ne sont pas encore à la portée de la grande majorité de la population.

## CONCLUSION

Au cours des deux décennies qui suivent l'Indépendance, les bases de la croissance économique du Cameroun sont peu solides ; une éducation moderne doit accompagner le développement, car l'éducation traditionnelle ne permet pas l'évolution rapide de la société. Le niveau actuel de scolarisation ne permet pas d'espérer une maîtrise du mouvement naturel qui est hypothéqué par :

- la baisse continue de la mortalité et la grande jeunesse de la population qui font prévoir une hausse de la population active dans les années à venir ;
- l'éducation traditionnelle qui valorise la famille nombreuse et perpétue des liens très forts entre les jeunes et leurs parents ;
- l'éducation moderne qui n'entraîne que de légères variations de la fécondité et touche une faible proportion des femmes.

S'appuyer simplement sur la maîtrise du mouvement naturel pour la relance économique en Afrique est dérisoire. L'éducation formelle actuellement dispensée ne peut garantir le succès d'une telle politique à moyen terme ; elle est cependant indispensable pour maîtriser la croissance démographique et économique.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANQUE MONDIALE, 1990. – *World Development Report 1990: Poverty. World Development Indicators*, Oxford University Press.
- Changer le Cameroun : pourquoi pas ?*, 1990.
- MINPAT-DSCN (ministère du Plan et d'Aménagement du territoire), 1976. – *Recensement général de la population et de l'habitat de 1976*.
- MINPAT-DSCN (ministère du Plan et d'Aménagement du territoire), 1978. – *Enquête nationale sur la fécondité*.
- MINPAT-DSCN (ministère du Plan et d'Aménagement du territoire), 1991. – *Recensement général de la population et de l'habitat de 1987*.
- NGATCHOU (R. D.), 1990. – « L'éducation de la mère et la mortalité des enfants en Afrique », *Les cahiers de l'IFORD*, n° 2, Yaoundé
- TIMNOU (J.-P.), 1990-a. – *Différentiels de fécondité entre la ville et la campagne au Cameroun, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal*, Voorburg, Institut international de statistique.
- TIMNOU (J.-P.), 1990-b. – *L'urbanisation du Cameroun et ses conséquences démographiques*, Bordeaux, univers. Bordeaux-II (th. doct. sci. économ., mention démographie).
- TIMNOU (J.-P.), 1991. – « Cameroun : contexte d'une fécondité élevée en milieu urbain », conférence UEPA, Ouagadougou.